

Camions :

« ce sera pire après le 30 juin ! »

CHAMONIX. Selon Maurice Mégevand, ancien transporteur routier et adepte inconditionnel du transport combiné, le transport routier en France ne va pas vers une solution raisonnable

Hier matin, dans les salons de l'ancien palace Majestic, à Chamonix, l'association Arva (pour la défense de l'environnement) et sa responsable, Élisabeth Giacomotti, recevaient un professionnel du transport routier, aujourd'hui reconverti dans la recherche pour un mode de transport plus... environnemental : Maurice Mégevand. Une réunion peu innocente, puisqu'elle n'avait d'autre but que celui de lancer un pavé dans la mare de la politique des transports français.

« Le 30 juin prochain, l'État mettra en sommeil pour une période d'au moins 18 mois, 20 des 39 plateformes multimodales françaises », affirmait le très informé monsieur Mégevand. Cela n'a l'air de rien, de prime abord, mais en y regardant de plus près, c'est effectivement un beau pavé !

Les plateformes en questions sont des lieux depuis lesquels les marchandises passent des camions aux trains ou aux bateaux, avant de longues traversées. Gérées par la

SNCF (par le biais de sa filiale CNC) et par Novatrans, les dites plateformes seraient, selon l'État, sous utilisées, d'où leur fermeture, le temps de trouver une solution pour les utiliser de façons plus rentables ou les vendre à un exploitant privé. Mais le vrai problème est le laps de temps entre la fermeture et la mise en fonctionnement de la solution choisie : 18 mois ou plus. « Pendant ce temps, les marchandises qui transitaient en France par trains ou voies fluviales, seront transpor-

tées par des centaines de camions supplémentaires », poursuivait Maurice Mégevand. Une nouvelle qui n'était pas pour égayer le maire de Chamonix, présent dans la salle. Car à l'heure actuelle, le seul passage transfrontalier vers le sud-est ou l'est de l'Europe, passe par sa commune ; par le tunnel du Mont-Blanc. Pour Élisabeth Giacomotti, cette révélation publique des projets de l'État français d'ici la fin du mois reste le seul espoir de les voir abandonnés. À la seule condition qu'il y ait une

levée de bouclier des associations de défense de l'environnement, partout en Europe. « Il faut arrêter de dire non aux camions, car nous sommes tous responsables de leur multiplication », lançait-elle comme un défi à la salle, espérant en une prise de conscience collective du gâchis engendré par la surconsommation. Mais il risque bien de passer des camions sous les ponts avant que les tendances s'inversent durablement...

Philippe CORTAY ■

Michel Charlet en appelle au préfet

En raison de la situation que connaît la vallée de Chamonix actuellement, avec plus de 4000 camions par jour en milieu de semaine, le maire Michel Charlet a demandé au préfet une limitation à 100 camions par heure, la mise en place d'un alternat de circulation et l'installation d'une

station d'alerte sur la qualité de l'air au Bossons, au bord de l'axe routier. Par ailleurs, les "hommes en blanc" de l'association pour le respect du site du Mont-Blanc reviennent une fois de plus à la charge. Cet après-midi, à partir de 17 h 30, ils seront au carrefour de la Vigie, sous le

tunnel du Mont-Blanc, pour manifester leur désespoir de voir tant de camions (des pointes à plus de 4 500, le mercredi) dans un site mondialement reconnu et apprécié pour la... "pureté de son air".